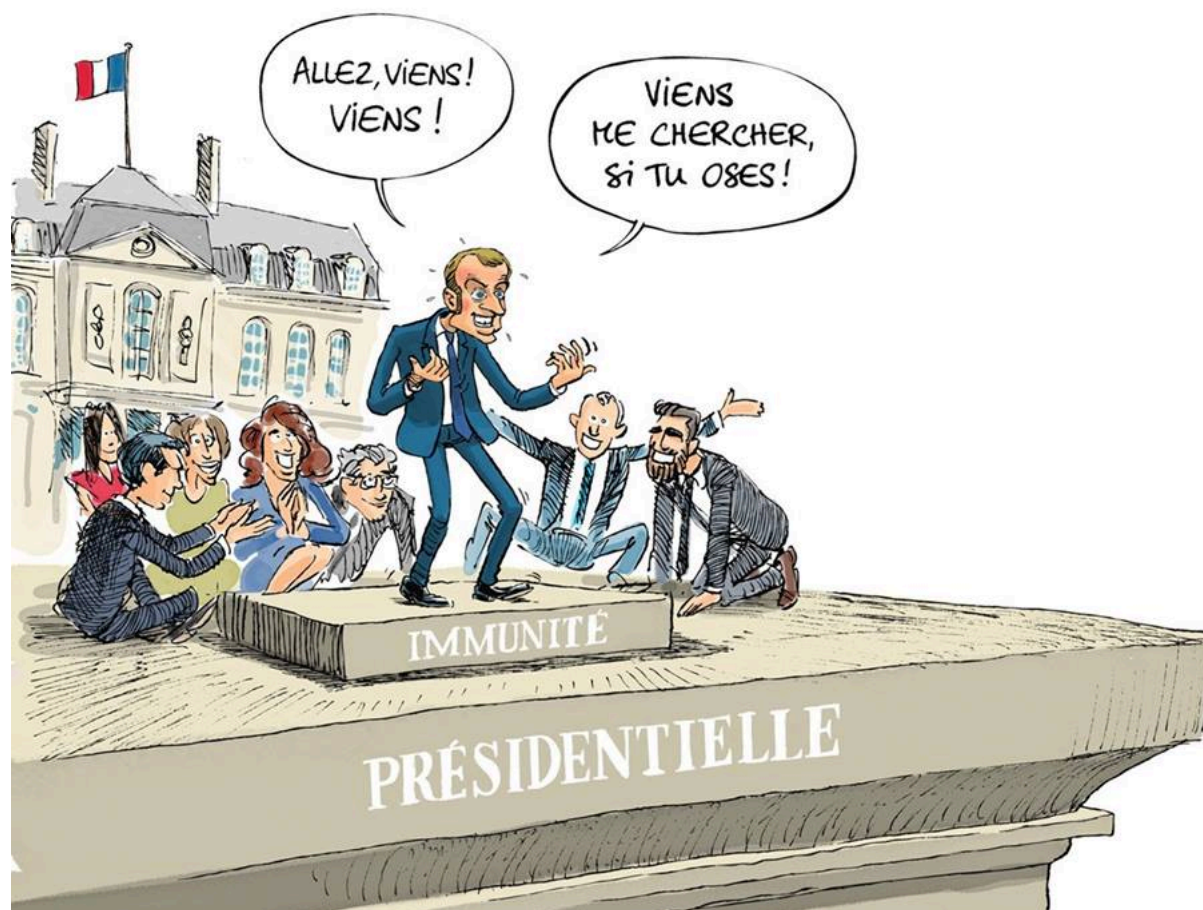


L'affaire Benalla et les représailles à venir de Macron

MACRON DÉFIE SES PROCUREURS



Sur Slate de gauche, un séide macroniste dénommé Philippe Boggio menace de représailles « Ceux qui avaient intérêt à ce qu'éclate l'affaire Benalla le paieront cher ». Qui sont-ils, ces complotistes contre son idole Macron ? « Les médias ont été nourris par des informateurs, syndicalistes policiers, commissaires ou gendarmes dont beaucoup redoutent la réorganisation de la sécurité de l'Élysée voulue par Macron ».

La thèse de la macronnerie vulgaire selon Boggio est la suivante : « Cette affaire Benalla commence à compter beaucoup d'erreurs de faits, comme si les médias s'étaient fait piéger,

« à la confiance ». Comme si la qualité de leurs informateurs les avait rendus imprudents. Car, en définitive selon Boggio, Benalla n'est plus le personnage mystérieux et omniprésent chargé de la sécurité (très rapprochée) de Macron. Benalla n'est plus le chargé de mission du cabinet de l'Élysée devenu un « Rambo » en armes, gyrophares et arrogance, que Macron aurait gratifié selon Boggio d'un salaire astronomique et d'une villégiature en bord de Seine.

Benalla n'est plus sous-préfet, et il y a peu de chances qu'il le soit un jour. Il ne gagne pas 10.000 euros par mois, comme cela a été dit, mais plus modestement 6.000 euros (net sans les primes, ce qui reste à démontrer), comme les chargés de mission de la présidence, si l'on en croit les déclarations (embrouillées) du secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, devant la commission sénatoriale.

Il était prévu qu'il intègre un logement de fonction de quatre-vingts mètres carrés dans la dépendance du Quai Branly, cette résidence (sommptueuse) où l'Élysée possède soixante-trois appartements. Il n'avait pas de voiture de fonction, mais un véhicule (de fonction) de service, équipé police. Il était (conseiller de Macron sur la) question de la direction de la future cellule de sécurité que l'Élysée met actuellement sur pieds.

L'affaire Benalla, c'est la revanche à venir de Macron contre la trahison des médias subventionnés.

Les membres du cabinet de la présidence et Macron lui-même, non sans morgue, n'ont pas manqué de pointer (une tempête dans un verre d'eau amère et) les informations (soi-disant) fausses, ou exagérées.

Il s'agirait, selon le séide macroniste Boggio, d'une histoire méandreuse, assez fantasmée, pour que Macron puisse la qualifier de « *tempête dans un verre d'eau* ». Pourquoi un tel « *emballement* », pour reprendre Macron, quand l'Affaire

Benalla se limite à « une tempête (médiatique) dans un verre d'eau », pour Macron qui devient l'arroseur arrosé ? Le pire à venir était de vouloir couvrir les mois d'impunité des fonctions indéfinies du chargé de mission à l'Élysée et les ambiguïtés du rôle affecté à Benalla au titre de la sécurité-Macron.

Alors que Le Monde menait sa propre enquête, qui allait déboucher sur la vidéo de la Contrescarpe, les médias ont été nourris selon LREM-Boggio par des informateurs, syndicalistes policiers, commissaires ou gendarmes, consternés par l'organisation de la sécurité de la présidence. Depuis un an, pour les policiers et les gendarmes du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), pour les appareils du ministère de l'Intérieur, le système de proximité Benalla-Macron était devenu l'intermédiaire incontournable dans les réunions préparatoires à la réorganisation, qui doit être effective dès 2019. Sur les photos des sorties présidentielles à vélo, Benalla est mis en scène comme un garde du corps de proximité très près du corps.

Il est vu dans la salle de commandement du ministère de l'Intérieur, au soir de la manif du 1^{er} mai, quand les policiers détectent sur les écrans les violences sur les premières vidéos, sur les réseaux sociaux...

À l'origine, la perspective de la réorganisation sous la gouverne du système de proximité Benalla-Macron est le fruit d'un mélange des fonctions prohibé. La vérité sur le système va mettre deux mois et demi à exploser à la face du pays. Et quand la presse se manifeste, c'est tout un système de proximité Benalla-Macron qui, derrière les violences de Benalla, est pointé du doigt. Avec Rambo-Benalla, c'est la chute du système de proximité Benalla-Macron. On assiste à la macronisation vulgaire du mitterrandisme de caniveau.

Mitterrand se méfiait de la police. Il avait entrepris de confier sa sécurité et celle (de son couple caché à) la

présidence aux seuls gendarmes, réputés « plus discrets », aux yeux de Mitterrand le mystificateur.

Le GSPR avait été vidé de ses policiers, ce qui avait déclenché une guerre des services, non sans conséquences (légitimes) pour Mitterrand le mystificateur (de droite-gauche), notamment dans le scandale de « l'affaire des écoutes » menées par la cellule des « gendarmes de l'Élysée », entre 1982 et 1986.

Macron, avec les dépenses somptuaires de Brigitte et sa « vaisselle en or » et les prescriptions de la Cour des comptes, juge le système actuel trop coûteux et entend (soumettre) les effectifs du commandement militaire, chargé de la protection des installations de l'Élysée, et du GSPR, sous sa seule autorité. Le ministère de l'Intérieur perdrait la surveillance du palais de l'Élysée, ce qui « trouble grave » certains cadres.

L'affaire Benalla aurait son origine dans la perspective de la réorganisation, ce qui ne manquera pas d'offrir du grain à moudre à l'opposition pour faire barrage au projet Macron de changement constitutionnel.

D'une certaine manière, les éléments hostiles à la réorganisation de la sécurité de l'Élysée pouvaient penser que Benalla, nommé à un poste concernant la future structure, remettrait en cause sa légitimité.

L'emballage médiatique et institutionnel a mis en évidence le trouble entretenu du système Macron entre majorité de la commission LREM pro-Macron et opposition, entre une commission parlementaire aliénée et soumise de députés pro-Macron et la commission parlementaire du Sénat, libre et talentueuse.

La commission LREM pro-Macron a amené certains à vouloir faire porter le chapeau au ministère de l'Intérieur ou à la Préfecture de police. « Quand retombera la tempête », le séide macroniste Boggio menace de représailles tous les

syndicalistes policiers, commissaires ou gendarmes, consternés par l'organisation de la sécurité de la présidence : « *Il y a fort à parier que Macron refera le compte des loyautés* » . Ben voyons !

« Le ministère de l'Intérieur perdra la main sur le GSPR dont la mise à l'écart sera considérée comme la vengeance de la macronnerie présidentielle. Le ministre sera amené à s'expliquer sur « la liberté d'informer » prise par certains de ses collaborateurs. » Il a pas froid aux yeux le séide macroniste Boggio ! Même pas peur !

« Viens me chercher ! » Macron, c'est bien le plus fort dans sa Cour de récré de l'Élysée !

Thierry Michaud-Nérard